



Initiative
Soutenabilité
Stabilité
Sécurité

UNE AFRIQUE EN PLEINE CROISSANCE DANS UN ENVIRONNEMENT FRAGILE

INITIATIVE POUR LA SOUTENABILITÉ, LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ



L'Afrique est un continent confronté à des défis considérables, mais doté d'un gigantesque potentiel inexploité. De nombreuses communautés à travers le continent subissent une immense pression en raison du changement climatique, de la croissance démographique et de l'incertitude économique croissante. De manière très concrète, la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse mettent en péril les vies et érodent les moyens de subsistance, la paix et la stabilité.

Au moins onze millions de jeunes Africains entrent sur le marché du travail chaque année. Dans les zones rurales, où leur emploi dépend de ressources naturelles en train d'être dégradées, beaucoup trop de jeunes voient leurs espoirs d'avenir s'évaporer. Alors que les pressions environnementales et économiques s'accumulent, les jeunes vulnérables et ne pouvant partir pour un avenir meilleur se retrouvent de plus en plus coincés. Pris au piège sur des terres dégradées, dans un contexte croissant de désespoir, de frustration et d'exclusion sociale, et en danger, exposés aux risques liés aux activités extrémistes et aux conflits.

Nous devons relever ces défis - aussi immenses qu'ils puissent paraître. Si nous voulons des sociétés véritablement durables et résilientes, une transformation est nécessaire. Il faut en particulier une vision différente pour la jeunesse rurale africaine. L'initiative 3S - pour la soutenabilité, la stabilité et la sécurité en Afrique - est une initiative intergouvernementale aidant à changer de discours et à libérer le potentiel de l'Afrique.

Les pays participant à l'Initiative 3S estiment qu'une bonne gestion de l'environnement peut permettre de parvenir à l'inclusion sociale. Si nous parvenons à mettre en valeur les grandes forces de l'Afrique - ses terres, ses traditions et ses habitants - nous pourrions, au cours des prochaines années, créer au moins 2 millions d'emplois sur 10 millions d'hectares de terres restaurées. En réduisant la vulnérabilité et en construisant un tout nouveau futur, l'initiative 3S montrera qu'il est possible d'offrir aux jeunes une chance à la fois de prendre racine et de s'épanouir.

RENFORCER LA SOUTENABILITÉ, LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ

POURQUOI SE FOCALISER SUR LES TERRES ET LES RESSOURCES NATURELLES?

La stabilité et la sécurité sont directement liées à la soutenabilité en Afrique. En particulier, la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse affectent profondément la disponibilité des ressources naturelles. La disponibilité des terres productives et de l'eau diminuant, les opportunités économiques disparaissent dans les zones rurales. La concurrence s'intensifie pour l'accès aux ressources productives restantes. Au fur et à mesure que la population augmente et que la demande en ressources s'accroît, il faut s'attendre à l'accélération des tensions pour l'accès aux terres dans les milieux ruraux et urbains.

Il est donc de plus en plus clair qu'un accès inégal et inadéquat à des ressources naturelles saines et productives peut provoquer l'instabilité. Les terres et les ressources naturelles mal gérées ou dégradées sont des responsabilités écologique, sociale et économique. Les communautés dépendantes des terres n'ont plus de choix. La migration ou le conflit pour l'accès à la terre et les ressources sont souvent les seules options qui restent. Les changements climatiques aggravent encore ces tendances.

Cependant, il est de plus en plus admis qu'une bonne gestion des terres et des autres ressources naturelles partagées peut être la base de la coopération et de la confiance dans des sociétés instables. Pour une grande partie de l'Afrique, les terres sont essentielles à la création des richesses futures. La préservation et la revitalisation des ressources naturelles et la création d'emplois décents et suffisants pour la main-d'œuvre croissante du continent seront essentielles dans les années à venir. Cela peut être la base d'un nouveau modèle économique durable pour les générations futures.

QU'EST-CE QUE L'INITIATIVE POUR LA SOUTENABILITÉ, LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ (3S) EN AFRIQUE?

Il s'agit d'une initiative intergouvernementale lancée par le Maroc et le Sénégal qui s'attaque aux causes profondes de l'instabilité et permet de prévenir les menaces émergentes liées à l'épuisement et à la mauvaise gestion des ressources naturelles conduisant au chaos.

En s'attaquant à des problèmes tels que la dégradation et la pénurie des terres, le chômage rural, l'insécurité foncière et la concurrence pour la mise en commun des ressources, l'Initiative 3S adopte une approche innovante. La communauté internationale a largement reconnu et salué cette approche comme audacieuse, novatrice et ambitieuse.

Lors du premier Sommet Africain de l'Action (à Marrakech, le 16 Novembre 2016), les chefs d'État et de gouvernement ont lancé l'initiative et se sont engagés à accélérer sa mise en œuvre en s'appuyant sur leurs propres ressources et en mobilisant les bailleurs multilatéraux et bilatéraux.

Le leadership africain est notamment mis en évidence par le Dialogue sur les migrations en Afrique de l'Ouest (MIDWA) tenu à Abidjan en août 2016, l'Engagement d'Agadir pour une Initiative Régionale Méditerranéenne sur la Restauration des Forêts et des Paysages adopté en Mars 2017 et « l'Appel à l'Action de Ouagadougou sur les emplois liés à l'exploitation des terres en Afrique » du 15 Juin 2017.

L'INITIATIVE 3S VISE À:

1. créer au moins 2 million d'emplois verts au profit des groupes vulnérables, particulièrement les jeunes, les migrants, les personnes déplacées et les personnes ciblées par les groupes extrémistes, grâce à l'investissement dans la restauration et la gestion durable de 10 millions d'hectares de terres dégradées à l'horizon 2025 ;
2. améliorer l'accès aux terres et la garantie des droits y afférents en assurant une meilleure stabilité des populations, en particulier dans les zones fragiles ;
3. prévenir les déplacements de populations en améliorant la préparation et les systèmes d'alerte précoce qui permettent de prédire les sécheresses et autres catastrophes naturelles.

PARTENARIATS POUR LA MISE EN ŒUVRE 3S

Pour atteindre ses objectifs ambitieux, l'Initiative 3S travaillera à promouvoir les partenariats entre ses membres africains et la communauté internationale.

Jusqu'à présent, douze pays africains ont demandé à faire partie de l'initiative 3S. Le Bénin, le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Tchad, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Rwanda, la Zambie et le Zimbabwe sont en train d'affiner leurs idées et objectifs de projets.

Les objectifs majeurs des projets 3S comprennent le nombre d'emplois à créer et un plan clair définissant les lieux où les terres dégradées peuvent être revitalisées et allouées aux communautés vulnérables.

En particulier, les pays veulent massivement développer les emplois liés à l'exploitation des terres pouvant soutenir la réintégration des jeunes ruraux sans emploi, des migrants de retour et complètement démunis, des personnes déplacées internes et des anciens combattants. Les pays de l'Initiative 3S profitent également de leurs ambitions pour mettre fin et inverser les tendances de dégradation des terres, comme indiqué dans l'Objectif de développement durable 15 - Vie terrestre.

LA TASK FORCE 3S

La "Task Force" est composée de quatorze pays et est co-présidé par le Royaume du Maroc et la République du Sénégal.

La Task Force guide et promeut l'initiative en mettant en avant les éléments principaux de l'approche 3S dans les processus clés africains et internationaux. Elle coordonne également les efforts visant à mobiliser l'expertise et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de projets. En raison de sa nature transversale, l'initiative 3S a le potentiel de catalyser les ressources dans l'ensemble des secteurs - public et privé - et des fonds. Le secrétariat de la Task Force a été confié au Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD).

Plus d'information sur le Site: www.3S-Initiative.org

FAIRE LE LIEN: LES ARGUMENTS EN FAVEUR DE L'INITIATIVE 3S

EMPLOI

Les secteurs basés sur les ressources naturelles tels que l'agriculture, le secteur minier, la foresterie et la pêche sont les plus importants pourvoyeurs d'emplois en Afrique. Ensemble, ces secteurs représentent 80% des emplois. Le tourisme, qui repose principalement sur la richesse naturelle et culturelle du continent, emploie 6,3 millions de personnes.¹

La dégradation des terres entraîne des risques considérables pour le développement socio-économique de l'Afrique. 65 % des terres cultivées du continent en sont affectées et de récentes estimations ont montré que la dégradation de l'environnement ainsi que l'augmentation de la pauvreté et du chômage font perdre à l'Afrique entre 4 et 12 % de sa produit intérieur brut (PIB).²

Le chômage est déjà élevé, en particulier chez les jeunes. En 2016, le taux de chômage était à 29,3 % en Afrique du Nord et à 10,9 % en Afrique subsaharienne,³ alors que le taux de chômage moyen des jeunes a atteint de 13,1 % au niveau mondial.⁴ Cela signifie que le chômage des jeunes en Afrique du Nord, est l'un des plus élevés au monde.

MIGRATION

Les données montrent clairement que le manque d'opportunités adéquates de travail est un facteur important de migration. Chaque année, les jeunes migrent des zones rurales partent vers les villes à la recherche d'emplois, aussi dans l'économie informelle des zones urbaines. Sur les dix millions de personnes qui viennent s'ajouter chaque année à la population urbaine de l'Afrique subsaharienne, les deux-tiers vivent dans des zones informelles ou des bidonvilles, soit sept millions de personnes, dont deux millions seulement peuvent espérer en sortir un jour.⁵

C'est en Afrique subsaharienne que la volonté d'émigrer, qui atteint les 38%, est la plus élevée. En 2015, il y avait dans le monde près de 51 millions de migrants âgés de 15 à 29 ans, ce qui représente plus de 21% des 243 millions de migrants à l'échelle mondiale.⁶ Ce nombre pourrait encore augmenter au cours de la prochaine décennie, car un plus grand nombre de jeunes des pays émergents et en développement franchissent les frontières pour essayer de trouver formations et emplois.



EXTRÉMISME

Profitant de cette situation, les groupes extrémistes exploitent ce sentiment de désespoir : l'organisation Etat Islamique, al-Shabaab et Boko Haram mettent en évidence les opportunités potentielles dans leurs campagnes de recrutement.⁷

CONFLIT ET CONCURRENCE

Près de 80 % des États fragiles d'Afrique ont connu des conflits armés au cours des 20 dernières années. Au cours des 60 dernières années, près de 60 % des conflits armés internes ont été liés aux ressources naturelles. Ces dernières ont contribué à causer ou à financer au moins 14 conflits dans les États fragiles d'Afrique.⁸

Les revendications concurrentes sur les ressources limitées telles que les terres, les pâturages et l'eau, ont engendré des conflits localisés dans de nombreux États fragiles. De plus, un conflit dans un pays peut réduire le taux de croissance annuelle d'un pays voisin de 0,5 %.⁹ Les pays voisins peuvent être confrontés à un afflux de réfugiés, subir une perturbation du commerce, s'engager dans la course aux armements, servir de refuge aux rebelles et devenir eux-mêmes le théâtre de nouveaux conflits.

Les conflits liés à l'exploitation des terres et des ressources naturelles deviennent généralement violents lorsqu'ils sont liés à des processus plus larges d'exclusion, de discrimination sociale, de marginalisation économique et aussi lorsque la possibilité d'une action pacifique n'est plus perçue comme une stratégie de changement efficace.¹⁰

SITUATIONS POST-CONFLIT

La gestion saine et efficace des secteurs liés à l'exploitation des terres et des ressources naturelles constitue également un facteur essentiel pour le rétablissement des économies des pays post-conflit.¹¹ Elle soutient le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) de bien des manières.¹²

Les terres et les ressources naturelles sont pour les opérations humanitaires des atouts décisifs permettant de fournir de la nourriture, de l'eau, des matériaux de construction et des énergies renouvelables. Elles soutiennent également les stratégies d'adaptation et la simple survie en l'absence de moyens de subsistance durables. En outre, la gestion des terres et des ressources naturelles offre des points d'entrée distincts pour générer des revenus au sortir d'un conflit et créer des emplois durables lors du processus de réinsertion et de relèvement.

Les retards dans la mise en place d'une gestion efficace des ressources naturelles après la fin d'un conflit peuvent permettre aux anciens membres et chefs des groupes armés de continuer à tirer profit de l'exploitation des ressources naturelles, et même conduire à la formation d'organisations criminelles organisées.¹³

UNE NOUVELLE AUBE POUR L'AFRIQUE

La restauration des terres peut déjà contribuer à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable. Néanmoins, ce sont les plus vulnérables qui seront laissés pour compte, à moins qu'une action de grande ampleur et coordonnée ne soit mise en place pour permettre l'emploi et la réinsertion des jeunes dans les zones d'émigrations, fragiles et sensibles aux conflits.

L'approche de la restauration des terres pour promouvoir la soutenabilité, la stabilité et la sécurité, constitue également une mesure audacieuse pour une croissance verte et inclusive. Cette approche permettra de réduire l'impact environnemental de plusieurs secteurs économiques tout en créant des emplois qui préservent et réhabilitent l'environnement. Elle pourrait sortir de la pauvreté des dizaines de millions de jeunes en situation de vulnérabilité. On estime qu'une transformation globale vers une économie plus verte pourrait générer jusqu'à 60 millions d'emplois supplémentaires dans le monde au cours des deux prochaines décennies.

L'Afrique, en particulier, a un potentiel gigantesque pour atteindre une trajectoire de développement positive, si elle adopte un modèle économique vert. De nouveaux horizons s'ouvriront. Avec son offre de main-d'œuvre en expansion rapide, complétée par des marchés intérieurs en croissance rapide et une offre abondante de ressources naturelles et d'écosystèmes divers, le progrès économique et social peut être réalisé - pour tous.

En favorisant l'inclusion des groupes marginalisés et vulnérables de la société, l'initiative 3S est un pas dans la bonne direction. Elle permettra de stabiliser les zones « à risque », de fournir une réponse efficace aux crises potentielles et de créer des opportunités pour de nouvelles vies. Elle donnera aux jeunes le choix et une nouvelle aube pour l'Afrique.

Le succès de l'initiative 3S dépendra du leadership politique à tous les niveaux, d'investissements visionnaires, des connaissances et technologies de pointe et du renforcement des capacités. Les gouvernements africains auront besoin de partenaires et de la participation et du soutien des parties prenantes de la société civile, en particulier des entrepreneurs et des jeunes.





PROJETS EN COURS DE PRÉPARATION (À LA DATE DU 1 JUILLET 2018)

Bénin

Restauration des terres agricoles dégradées pour l'atténuation des émissions de carbone et l'adaptation des écosystèmes au changement climatique et la création d'emplois verts dans les départements d'Alibori, du Borgou et des Collines

Nombre d'emplois: 50,000

Nombre d'hectares: 100,000

Burkina Faso

Transformer le monde rural à travers la création d'éco-villages: un modèle pour le Sahel

Nombre d'emplois: 400,000

Nombre d'hectares: 2,000,000

Tchad

Protection et gestion du Bassin hydrologique de Kariary et d'Ourba dans les régions de l'Ennedi Est et le Wadi Fira

Nombre d'emplois: 40,000

Nombre d'hectares: 100,000

République centrafricaine

Initiative dans le Mbomo

Nombre d'emplois: 10,000

Nombre d'hectares: 300,000

Gambie

Emplois Basés sur l'exploitation des terres pour les jeunes et les rapatriés

Nombre d'emplois: 25,000

Nombre d'hectares: 50,000

Ghana

Restauration des terres pour améliorer l'accès à l'alimentation et aux emplois dans les zones de la savane du nord

Nombre d'emplois: 180,000

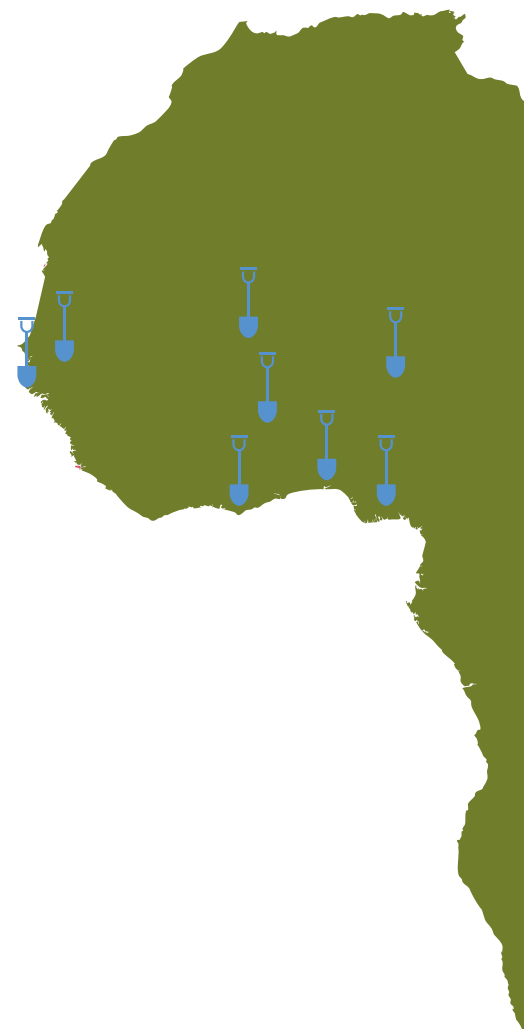
Nombre d'hectares: 430,000

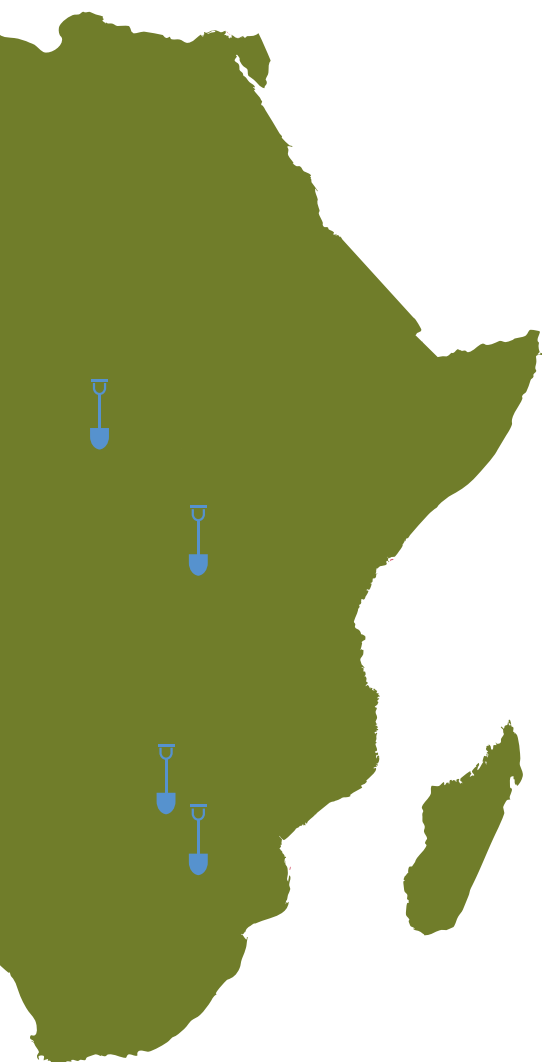
Mali

Créer de nouveaux emplois pour les migrants de retour grâce à la valorisation de lagomme arabique

Nombre d'emplois: 10,000

Nombre d'hectares: 10,000





Nigeria

Récupération des terres et stabilisation des bassins dans le nord-est

Nombre d'emplois: 200,000

Nombre d'hectares: 250,000

Niger

Projet de développement d'emplois verts grâce à la récupération des terres dégradées

Nombre d'emplois: 25,000

Nombre d'hectares: 150,000

Rwanda

Restauration et gestion durable des petites forêts naturelles et des arbustes pour renforcer la résilience au changement climatique et améliorer la vie des communautés locales dans l'est du Rwanda

Nombre d'emplois: 10,000

Nombre d'hectares: 40,000

Sénégal

Soutien au développement d'entreprises basées sur l'exploitation de la Nature et à la création d'emplois verts pour améliorer la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des terres dans les aires protégées communautaires

Nombre d'emplois: 25,000

Nombre d'hectares: 320,000

Zambie

Initiative "Plant a Million": un mouvement destiné à réduire la pauvreté à travers le développement d'une "économie basée sur les arbres"

Nombre d'emplois: 300,000

Nombre d'hectares: 600,000

Zimbabwe

Promouvoir une rehabilitation durable et inclusive da la Terre pour les femmes Vulnerables et les Jeunes

Nombre d'emplois: 400,000

Nombre d'hectares: 800,000

Au fur et à mesure que des ressources seront identifiées, la réserve de projets sera développée.

LE PROJET PILOTE D'AGADEZ- RESTAURER LES TERRES DÉGRADÉES POUR CRÉER DES EMPLOIS POUR LA RÉINSERTION DES MIGRANTS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET PRÉVENIR LA RADICALISATION

Agadez a été choisi comme « site de démonstration » pour la création des premiers emplois liés à l'exploitation des terres de l'initiative 3S en raison de son emplacement. Agadez est une ville affligée par les flux migratoires de masse en transit vers la Libye. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 100 000 migrants sont passés par cette région en 2016. Le centre de transit de l'OIM à Agadez accueille des migrants qui attendent de rentrer dans leur pays d'origine. Pendant leur séjour au Centre de l'OIM, le projet 3S vise à donner aux migrants la possibilité de suivre une formation et de mettre à jour leurs compétences agricoles et de faciliter leur réinsertion sur le site fourni par leur gouvernement dans leur pays d'origine.

À la fin de ce projet,

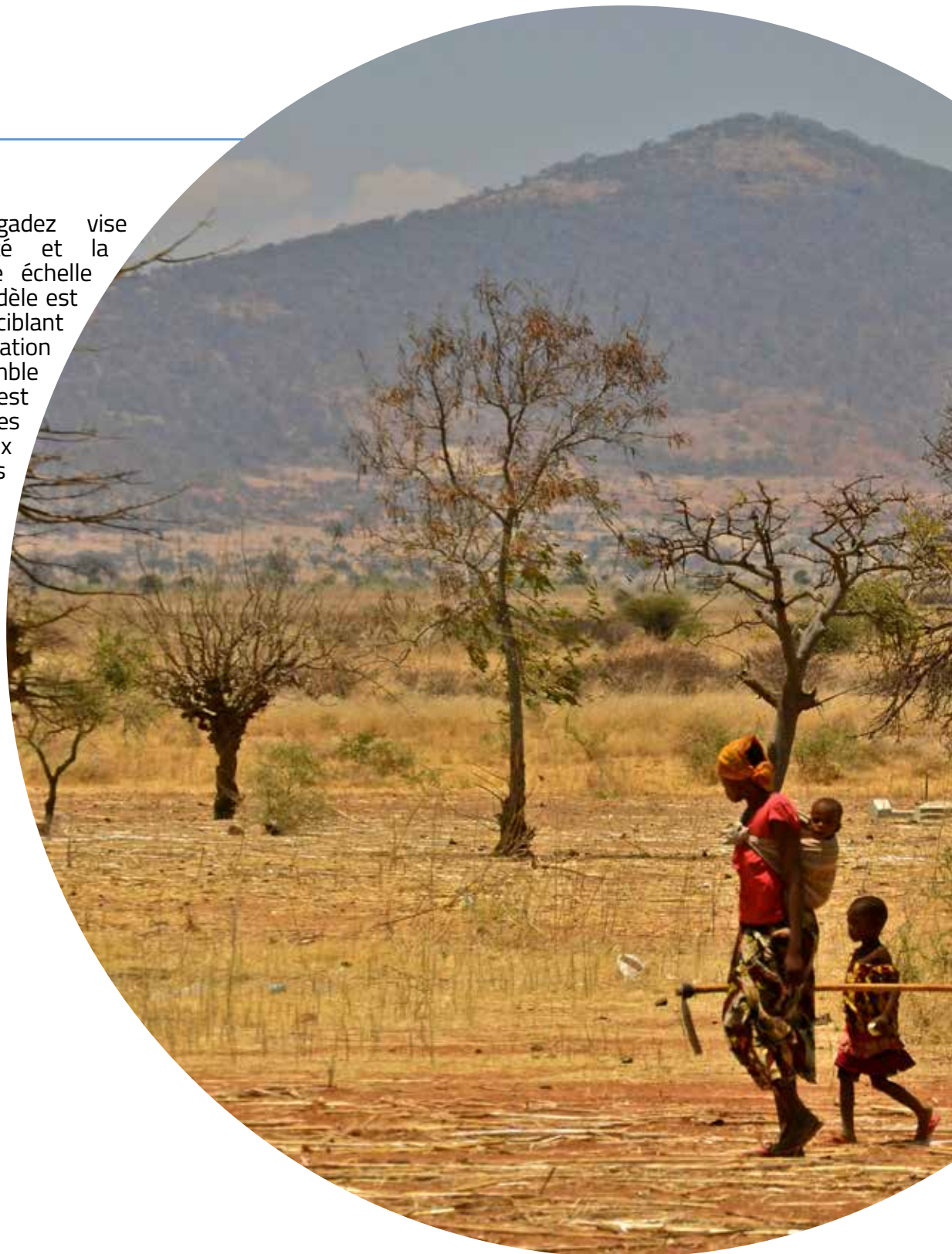
- Au moins 470 ha de terres dégradées seront restaurées et 470 emplois liés à l'exploitation des terres seront créés pour les jeunes sans emploi, les migrants de retour et les anciens trafiquants;
- 500 migrants ouest-africains en transit seront formés à la restauration des terres sur le site d'Agadez.

Dans le même temps, d'autres sites dans les pays d'origine des migrants présents dans le Centre de transit de l'OIM (Mali, Nigeria, Sénégal et Gambie) sont en train d'être identifiés par les gouvernements respectifs. L'objectif est de créer 500 emplois liés à l'exploitation des terres sur chaque site en accordant des droits à la terre aux nouveaux utilisateurs / migrants de retour et de mobiliser d'autres investissements pour les outils de base et les infrastructures nécessaires à la restauration du site. L'objectif est de créer près de 3 000 emplois en 2 ans.

À leur retour dans leur pays d'origine, les migrants se verront offrir un programme de réinsertion comprenant: une parcelle de terrain avec les droits d'accès et / ou droits fonciers sécurisés, les outils nécessaires pour restaurer les terres et une compensation financière permettant au bénéficiaire d'avoir un petit revenu jusqu'à ce que les terres deviennent productives (temps moyen estimé : 2 ans). Bien que la rémunération soit une mesure temporaire, la logique est complètement différente du système « argent contre travail ». Le droit au foncier et à leurs propres terres feront que les bénéficiaires se sentiront plus comme « des petits entrepreneurs recevant une incitation de démarrage ».



La phase pilote d'Agadez vise à démontrer l'efficacité et la reproductibilité à grande échelle de cette approche. Le modèle est conçu pour montrer qu'en ciblant les terres pour la restauration et en proposant un ensemble approprié d'incitations, il est possible d'encourager les migrants à rentrer chez eux et à aller là où les emplois existent ou peuvent être fournis.





MALI- CRÉER DE NOUVEAUX EMPLOIS POUR LES MIGRANTS DE RETOUR GRÂCE À LA VALORISATION DE LA GOMME ARABIQUE

Les trois quarts de la population du Mali vivent dans des zones rurales et plus de la moitié d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté. La population est très jeune, la moitié des Maliens ayant moins de 15 ans. De plus, au cours des trente dernières années, le Mali a connu une baisse de 30% des précipitations moyennes et les sécheresses saisonnières sont devenues plus fréquentes et plus sévères. En conséquence, la surexploitation des ressources forestières et la migration semblent être des moyens faciles pour lutter contre la pauvreté pour la plupart des familles.

Les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso sont particulièrement touchées par la dégradation avancée des terres et la réduction du couvert végétal en raison de l'utilisation non durable des terres et du changement climatique. Dans ces régions, la baisse de la productivité agricole couplée à des formes d'instabilité généralisées pousse beaucoup de Maliens vers la migration irrégulière pour soutenir leurs familles. Les migrants de retour rapportent souvent avec eux un sentiment de honte et d'échec avec en plus de leur retour le sentiment d'être un fardeau supplémentaire pour leur famille.

Dans ce contexte, le projet 3S vise à créer des emplois pour les migrants qui retournent dans les trois régions cibles ainsi que pour les jeunes qui prévoient de partir. Les nouveaux emplois seront créés grâce au développement de la chaîne de valeur de la gomme arabique et dans l'exploitation des produits forestiers non ligneux tels que les amandes, noix de karité, noix de cajou, zaban, etc. Le projet vise à créer 10.000 emplois en récupérant 10.000 ha de terres dégradées et planter des arbres pour contribuer aux objectifs de la Grande Muraille Verte.

Une petite compensation mensuelle sera fournie mensuellement jusqu'à ce que les nouveaux arbres plantés génèrent un revenu suffisant, avec des accords fonciers pour encourager les jeunes à persister dans les activités de restauration des terres. Le projet sera directement lié aux activités de formation sur le site géré par l'OIM à Agadez.

BURKINA FASO - TRANSFORMER LE MONDE RURAL À TRAVERS LA CRÉATION D'ÉCO-VILLAGES: UN MODÈLE POUR LE SAHEL

Le Burkina Faso perd 470 000 hectares de terres chaque année en raison d'une combinaison de facteurs naturels et humains. Cette dégradation continue des terres est l'une des causes principales de stagnation économique, de migration et d'instabilité dans le pays. On estime que plus de 9 millions d'hectares de terres, soit un tiers de la surface du pays, sont gravement ou totalement dégradés. En tant que sources de revenus et d'emplois pour au moins 85% de la population, les activités liées à l'exploitation des terres génèrent plus de 60% de la richesse nationale.

Pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de l'émigration des jeunes, le gouvernement du Burkina Faso a élaboré une stratégie nationale visant à transformer 2000 villages en éco-villages d'ici 2020. Chaque village écologique sera doté de solutions pour développer les énergies renouvelables ainsi que l'infrastructure, les outils et les capacités pour inverser les tendances à la dégradation des terres. Au terme d'un projet quinquennal, 2 millions d'hectares de terres dégradées auront été restaurés dans 900 écovillages et 400 000 emplois auront été créés (chaque ménage exploitant 5 hectares). Ces emplois seront offerts avant tout aux jeunes burkinabés qui ont du mal à trouver un emploi et à nourrir leur famille.

Quatre principaux types d'interventions sont prévus:

- Fournir des fours solaires et de l'électricité continue au profit des ménages ;
- Développer une formation de base pour faciliter la création et la multiplication du nombre de petites entreprises et les relier aux chaînes de valeur nationales et internationales ;
- Fournir les outils nécessaires et renforcer les capacités pour restaurer / réhabiliter les terres dégradées, y compris les pompes solaires et les petites infrastructures d'irrigation ;
- Améliorer les infrastructures de santé et d'éducation communautaires en développant l'éclairage et la construction des infrastructures de base au niveau du village.





GAMBIE - EMPLOIS BASÉS SUR L'EXPLOITATION DES TERRES POUR LES JEUNES ET LES RAPATRIÉS

En moyenne, 12,5 tonnes de sol sont perdues par hectare et par an en Gambie. En outre, les gambiens vivant en zone rurale sont confrontés à : une pauvreté endémique, des pratiques agricoles inefficaces et improductives engendrant des rendements médiocres et des pertes de récoltes régulières en raison des précipitations irrégulières, et des chaînes de valeur faibles et sous-développées pour les produits agricoles. Cela conduit à un accès limité aux marchés et une baisse des prix des produits vendus dont les conditions de stockage et de conservation sont inadéquates. Les 61% de la population rurale qui tombe en dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu inférieur à 1,50 USD par jour, sont affectés de manière disproportionnée par la dégradation de l'environnement. Le revenu médian dans le secteur de l'agriculture est le plus bas de l'économie.

Étant donné que les secteurs liés à l'exploitation des terres n'offrent pas d'options de subsistance viables aux populations jeunes de plus en plus nombreuses dans les zones rurales, l'exode vers les zones urbaines et la migration vers d'autres pays deviennent la seule option viable. Poussés par le besoin d'aider leurs familles, de nombreux jeunes Gambiens choisissent de faire le long et dangereux voyage vers l'Europe. D'innombrables migrants disparaissent dans les centres de rétention de migrants ou encore dans les sables du Sahara. Ceux qui sont capables de terminer le voyage sont souvent considérés comme des migrants économiques et renvoyés chez eux.

Pour réintégrer les migrants de retour et offrir une alternative à la migration aux autres jeunes qui luttent pour avoir un revenu, la Gambie investit dans un projet 3S qui créera 25 000 emplois liés à l'exploitation des terres pour les jeunes ruraux et les migrants de retour. La création de nouvelles opportunités d'emploi aidera à fournir aux jeunes des revenus durables. Au cours des cinq prochaines années, un plan d'action accordera la priorité aux investissements dans les kafos des jeunes (groupes villageois traditionnels) qui réhabiliteront les terres et revitaliseront les potagers locaux. Pour créer 5 000 nouveaux emplois par an, les autorités traditionnelles et les gouvernements locaux offriront aux jeunes un accès sécurisé à la terre et faciliteront l'enregistrement de titres fonciers. L'initiative 3S aidera à mobiliser les investissements nécessaires pour développer ensuite les opportunités dans les secteurs économiques liés à l'exploitation des terres, en particulier l'agro-alimentaire, la foresterie et l'écotourisme.

ZAMBIE - INITIATIVE "PLANT A MILLION": UN MOUVEMENT DESTINÉ À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ À TRAVERS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE "ÉCONOMIE BASÉE SUR LES ARBRES"

Les zones rurales de la Zambie sont particulièrement touchées par la déforestation. La Zambie perd 276 000 ha par an, ce qui représente une perte de plus de 100 millions d'arbres, soit environ 6% des arbres indigènes « sauvages » par an en raison de l'exploitation illégale. Pour contrer ce phénomène, le gouvernement de la Zambie a lancé la campagne « Planter un million d'arbres ». Celle-ci vise non seulement à planter des arbres, mais aussi à favoriser une « économie basée sur l'exploitation des arbres » dans le but de diversifier l'économie du pays et de mettre fin à la dépendance du cuivre. Cela peut se faire à travers : la production durable de bois, la transformation agroalimentaire, la plantation de fruits exotiques et indigènes, de noix et de produits comestibles, de fruits et de produits à valeur ajoutée, de bois exotiques et pour le commerce, la culture de jeunes plants et d'autres nombreux usages.

L'objectif est de créer 300 000 nouveaux emplois dans la plantation, l'entretien et l'exploitation durable des arbres. Afin de rendre l'initiative économiquement viable à long terme, le gouvernement de la Zambie créera également un environnement propice et développera des incitations pour promouvoir les industries « à valeur ajoutée » basées sur les arbres, notamment les bio-huiles, les jus de fruits, les meubles et autres produits en bois. Un élément clé du projet est la création de pépinières pour continuer à fournir de nouvelles plantes dans les zones ciblées. De plus, pour former les générations futures, 30% des bénéfices seront redirigés vers un fonds éducatif pour les enfants et les jeunes.

La durée de rentabilité sera directement liée au taux de croissance des arbres et aussi au rendement des produits en provenance des arbres (fruits / huile / noix / bois, etc.). Afin d'obtenir des revenus dans les plus brefs délais, certaines espèces à croissance rapide seront incluses, par exemple le moringa et le bambou qui peuvent être récoltés après 1-2 ans. L'économie de la région évoluera en tandem car le bambou sera récolté pour être utilisé et transformé localement et les feuilles de moringa peuvent aussi être récoltées, séchées et moulues au niveau local. Le taux de rendement interne (TRI) cible est de plus de 20% pour les entreprises commerciales par le biais de produits à valeur ajoutée vendus à l'échelle locale, régionale et sur les marchés internationaux.

Plus d'information sur le Site
www.plantamillion.co.zm



GHANA - RESTAURATION DES TERRES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ALIMENTATION ET AUX EMPLOIS DANS LES ZONES DE LA SAVANE DU NORD

En raison de la dégradation accrue des ressources naturelles et de la diminution des opportunités de revenus, près d'une personne sur cinq née dans le nord du Ghana part pour le sud du pays.

Afin de créer de nouvelles opportunités d'emploi et d'améliorer l'autosuffisance alimentaire dans le Nord, le gouvernement du Ghana a lancé les initiatives « Un district, Une usine » et « Planter pour l'alimentation et l'emploi ». Le programme « Un district, Une usine » vise à créer au moins une usine ou une entreprise dans chacun des 216 districts du Ghana afin de créer des pôles de croissance économique pouvant accélérer le développement de ces zones et créer des emplois pour les nombreux jeunes. L'objectif principal de cette politique est de transformer la structure de l'économie d'une économie dépendante de la production et de l'exportation de matières premières vers une économie industrialisée à valeur ajoutée, en provenance principalement du secteur privé.

La campagne « Planter pour l'alimentation et l'emploi » invite tous les Ghanéens à considérer l'agriculture comme une activité à temps plein ou à temps partiel. La politique repose sur cinq grands piliers: (i) fourniture de semences améliorées aux agriculteurs à des prix subventionnés (subvention de 50%); (ii) fourniture d'engrais au profit des agriculteurs à des prix subventionnés (réduction des prix de 50%); (iii) fourniture de services de vulgarisation gratuits au profit des agriculteurs; (iv) support aux opportunités de commercialisation pour les produits après la récolte; (v) e-agriculture, une plate-forme technologique pour surveiller et suivre les activités et les progrès des agriculteurs grâce à un système de base de données. Les cinq cultures subventionnées dans la phase pilote sont : le maïs, le riz, le soja, le sorgho et les légumes (tomate, oignon et piment). Pour faire partie de la campagne, un agriculteur a besoin d'un minimum de 2 à 3 acres.

S'appuyant sur ces politiques, le projet 3S au Ghana vise à restaurer 400 000 hectares de terres dans 14 districts dans les zones de savane du nord et la zone de transition écologique de la région orientale et créer 12 000 emplois directs et 25 000 emplois indirects en 3 ans. Ces emplois seront créés par : (i) la réactivation ou l'extension des processus des industries agroalimentaires rurales existantes (tomate, beurre de karité, jus de fruit, moringa); (ii) le réoutillage des systèmes de production énergétique utilisant la biomasse issue de déchets agricoles avec des cuisinières améliorées à haut rendement énergétique (bambou et rotin); (iii) la gestion des déchets ménagers pour la production de biogaz; (iv) l'amélioration de la production vivrière par la gestion des eaux de pluie.



RWANDA - RESTAURATION ET GESTION DURABLE DES PETITES FORÊTS NATURELLES ET DES ARBUSTES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AMÉLIORER LA VIE DES COMMUNAUTÉS LOCALES DANS L'EST DU RWANDA



La région orientale du Rwanda est caractérisée par un climat sec, des précipitations limitées et un manque de semences indigènes en nombre, en qualité et en diversité.

Les petites forêts protégées dispersées sont utilisées par les résidents locaux pour avoir plus d'espace pour leurs infrastructures de base et pour leur bétail et pour avoir plus de terres agricoles. La déforestation est un problème majeur dans la province car, en raison du manque de sources d'énergie alternatives et de forêts insuffisantes, la population locale coupe des arbres pour ses besoins fondamentaux tels que le bois de chauffage, les médicaments et les matériaux de construction.

Le projet 3S vise à restaurer et promouvoir la gestion durable de 11 petites forêts naturelles et arbustes protégés dans la partie orientale du pays en établissant des zones tampons de forêts protégées et en restaurant les zones environnantes en intensifiant l'agroforesterie. Les terres sont majoritairement entre les mains du secteur privé, mais des terres publiques sont également disponibles, en particulier autour du Parc national de l'Akagera. Les petites forêts naturelles protégées seront le point de départ pour promouvoir une approche communautaire visant à restaurer et établir des zones tampons de forêts protectrices sur 40 000 ha, en utilisant des espèces d'arbres bien adaptées.

Cela créera environ 10 000 emplois pour les jeunes et les femmes, notamment dans la production de semences et de plants, la plantation d'arbres, la gestion forestière, l'agroforesterie, la production d'arbres fruitiers et la valorisation des fruits, et la chaîne de valeur des produits forestiers non ligneux – et améliorera les pratiques agricoles. Le projet inclura également d'anciens combattants réinsérés du Congo et des officiers de sécurité retraités regroupés en coopératives pour être plus efficaces, ce qui à son tour favorisera la cohésion sociale.

ZIMBABWE - PROMOUVOIR UNE REHABILITATION DURABLE ET INCLUSIVE DA LA TERRE POUR LES FEMMES VULNERABLES ET LES JEUNES

Au Zimbabwe, la migration causée par la dégradation des terres est un problème majeur dans les neuf districts, à savoir le bassin de Mazowe (Shamva, Mbire, Chikomba), Mutasa, Gweru, Bindura, Makonde, Sanyati (Mhondoro Ngezi), Gwayi (Hwange), Umzingwane (Mzingwane). , Beitbridge) et Runde (Chivi et Zvishavane), où les communautés rurales dépendent fortement de la productivité des terres pour l'agriculture.

Ces zones comprennent des lieux d'habitations, des terres arables ainsi que des pâturages et des écosystèmes communs tels que des forêts, des prairies et des zones humides. Dans ces districts, la restauration des terres permettra d'atténuer la densité de la population par hectare et la pression sur les terres communales et permettra de fournir des terres ou d'étendre des projets basés sur la terre (cultures pluviales et systèmes d'irrigation), l'horticulture et l'élevage.

Le Zimbabwe veut créer plus de 400 000 emplois grâce à la mise en œuvre de l'initiative 3S. Un programme d'évaluation rurale participative (ERP) approfondi sera un élément clé des activités préliminaires du projet pour assurer l'engagement des communautés locales. Comme cela a été le cas pour des projets similaires dans le pays, une personne devrait bénéficier d'au moins 150 dollars par mois, ce qui, pour une communauté rurale, suffit à couvrir les besoins familiaux quotidiens.

L'Initiative ciblera les jeunes, les hommes et les femmes de moins de 50 ans au chômage, en donnant la priorité aux personnes handicapées, aux veuves et aux personnes déplacées. Une évaluation de la vulnérabilité sera réalisée pour identifier les bénéficiaires légitimes et un spécialiste des questions de genre et des sciences sociales sera engagé pour s'assurer que la sélection soit également sensible au genre. Les dirigeants communautaires seront engagés pour s'assurer de l'équité de la sélection et de la propriété et appartenance au projet.



NIGÉRIA - RÉCUPÉRATION DES TERRES ET STABILISATION DES BASSINS DANS LE NORD-EST

La désertification continue d'être le principal moteur de l'insécurité alimentaire et des conflits civils dans le nord du Nigeria. On estime qu'entre 2 000 et 3 500 Km² de terres sont perdues chaque année. Au cours des deux dernières décennies, les dunes de sable ont augmenté de 400 % et ont commencé à couvrir de vastes portions de terres agricoles dans des régions agricoles productives, entraînant la disparition de villages entiers. Dans certaines régions du nord du Nigeria, il n'y a pas eu de récolte ni de plantation depuis trois ans.

Le conflit Boko Haram qui a touché le nord du Nigeria plus sérieusement que d'autres zones au cours des neuf dernières années, a provoqué des déplacements massifs de millions de personnes, en particulier dans les États du nord-est de Borno, Adamawa et Yobé. Ces États abritent environ 93 % des 1,75 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP).

Des approches plus durables qui supposent la restauration des terres dégradées et des ressources naturelles, la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et la construction d'infrastructures sont nécessaires pour promouvoir la réintégration durable des groupes de personnes déplacées.

La plupart des activités du projet 3S seront concentrés dans la région du bassin du fleuve Hadejia-Jama'are, qui est situé au cœur des États sur la ligne de front de la désertification (DFS): l'Adamaoua, Borno, Jigawa, Kano, Katsina, Yobé et Zamfara. Ce projet vise à contribuer à la stabilisation, l'augmentation de la sécurité alimentaire et le développement économique du Nord Nigeria en créant des possibilités d'emploi pour les personnes déplacées par la restauration des terres dégradées et la commercialisation des produits des zones nouvellement revitalisé. Ses objectifs sont les suivants :

- Restaurer 250.000 hectares de terres dégradées dans les États de Kano, Katsina, Jigawa, Bauchi, Yobé, l'Adamaoua et Borno en 2025 par la revitalisation et la gestion durable du bassin du fleuve Hadejia-Jama'are ;
- Créer 200.000 emplois directs pour les déplacés internes et les jeunes chômeurs en créant des communes agricoles, en facilitant l'accès à la terre et aux titres fonciers et en fournissant des infrastructures rurales et des intrants agricoles pour la culture des cultures telles que le maïs, le sorgho, le millet, les haricots et les oignons ;
- Renforcer les capacités et développer les compétences des IPD et des jeunes sans emploi grâce à des formations techniques sur les techniques agricoles et le développement des entreprises pour accéder aux marchés nationaux;
- Promouvoir des modèles de marchés inclusifs écologiquement viables à travers le développement de chaînes de valeur locales, telles que le sorgho, le maïs, le mil et le riz , et favoriser les liens avec l'industrie des boissons maltées au Nigeria.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – INITIATIVE DANS LE MBOMO

Les secteurs basés sur les ressources naturelles tels que l'agriculture et la foresterie constituent le pilier de l'économie centrafricaine et le fondement de sa sécurité alimentaire. L'exploitation des terres représente ainsi un atout essentiel pour le pays. En raison de sa valeur économique, politique et culturelle, le contrôle des terres a toujours été un important déclencheur de tensions entre les différents groupes.

La marginalisation et l'abandon des zones rurales ont largement nourri l'insécurité dans le pays depuis le milieu des années 90 : d'une part, à cause de l'intégration des jeunes ruraux par la violence, d'autre part, en raison l'exacerbation des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Le Gouvernement de la République Centrafricaine (RCA) est conscient que le cercle vicieux fragilité-conflit-pauvreté ne peut être brisé qu'en s'attaquant aux causes profondes qui l'ont créé. C'est dans cette perspective que le Gouvernement de la RCA considère la gestion durable des terres et des autres ressources naturelles comme l'une des approches efficaces pour sortir de la marginalité la région de Mbomo, et aller au-delà de l'action humanitaire.

En particulier, afin de répondre à la grande vulnérabilité des populations rurales et des populations déplacées, l'initiative 3S entend mobiliser des investissements pour (re)construire une économie rurale durable en intervenant simultanément sur 6 axes principaux : 1) accorder la priorité aux investissements en matière de restauration et de gestion durable des terres ; 2) procurer des emplois productifs, rémunérateurs et attractifs tels que le maraîchage et les petits élevages (basses-cours, poulets de chair, poules pondeuses, apiculture, insectes, poissons, etc.) pour les jeunes désœuvrés, les populations déplacées et les réfugiés centrafricains qui souhaitent retourner dans leur pays, ; 3) sécuriser des droits d'exploitation des terres pour augmenter le sentiment d'appropriation et, ainsi, la propension à investir ; 4) organiser des dialogues et des concertations entre les différents acteurs du territoire pour promouvoir la réconciliation « inter-communautaire » ; 5) identifier les bénéficiaires des programmes de réinsertion et des parcelles agricoles ; 6) organiser des formations et fournir des « mesures incitatives ».

Pour le projet 3S, le gouvernement veut restaurer 300.000 ha de terres dégradées dans les « hotspots » choisi dans le cadre du programme de Neutralité en matière de Dégradation des Terres (LDN-TSP) : Oubangui 3, Ouham, Kadéi, Nana-mambéré et Mbomo.



BÉNIN - RESTAURATION DES TERRES AGRICOLES DÉGRADÉES POUR L'ATTÉNUATION DES ÉMISSIONS DE CARBONE ET L'ADAPTATION DES ÉCOSYSTÈMES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS VERTS DANS LES DÉPARTEMENTS D'ALIBORI, DU BORGOU ET DES COLLINES



Entre 2000 et 2010, 2,2 millions d'hectares ont été dégradés. Les forêts, les savanes et les zones humides ont été converties en zones agricoles et urbaines et la productivité des terres et les rendements des cultures ont fortement diminué dans les terres agricoles. La pauvreté, le chômage, l'augmentation du coût de la vie et la diminution des ressources incitent de plus en plus les Béninois à émigrer. On estime que 4,4 millions de Béninois vivent à l'étranger, soit plus de 40%. La plupart des émigrés béninois se déplacent vers les pays de l'Afrique de l'Ouest, en particulier le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Pour inverser cette tendance négative et apporter une réponse solide à l'instabilité et à la migration, le projet vise à créer des emplois verts liés à l'exploitation des terres en restaurant et en augmentant la productivité des terres agricoles et à renforcer la résilience des écosystèmes et des populations au changement climatique.

Le gouvernement du Bénin vise à restaurer 100 000 ha et à créer plus de 50 000 emplois verts. Les départements d'Alibori, du Borgou et des Collines ont été choisis pour développer un projet 3S visant à renforcer les pratiques de gestion durable des terres et les activités agricoles intelligentes face au climat. Ces actions s'appuient sur des expériences solides telles que le projet de plantation de la ceinture verte, soutenu par la coopération coréenne (KFS) et le projet de protection et de réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire (ProSOL) mené par la GIZ dans le département des Collines.

En restaurant et en gérant durablement les terres agricoles, le projet aidera à développer des chaînes de valeur saines et diversifiées, générant des revenus durables et améliorant les moyens de subsistance. Les nouveaux emplois seront créés pour les jeunes chômeurs, les femmes et les migrants de retour.



TCHAD – PROTECTION ET GESTION DU BASSIN HYDROLOGIQUE DE KARIARY ET D'OURBA DANS LES RÉGIONS DE L'ENNEDI EST ET LE WADI FIRA

Dans le cadre de la définition des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres, le Tchad a déclaré son engagement à restaurer 5.000.000 d'hectare à l'horizon 2030. Le projet réalisé dans le cadre de l'Initiative 3S contribuera à atteindre cette cible à travers la récupération des terres dégradées, l'amélioration et la gestion durable des ressources naturelles, des terres et des ressources hydriques dans la zone du Bassin hydrologique de Kariary et d'Ourba. Les deux bassins versants se situent le long du tracé national de la Grande Muraille Verte, long de 2000 kilomètres et large 15 kilomètres couvrant 3.000.000 d'hectares.

Au-delà de la population locale (environ 200 000 habitants), la région accueille au moins 27 000 réfugiés des pays voisins depuis 2003/2004. Dans cette zone montagneuse, un bassin de captage d'eau de ruissèlement a été construit dans la zone de Kariary (Est de la Région) pour relancer les systèmes de production agricole et pastorale. Pour mieux gérer ce bassin et desservir les communautés, il est nécessaire de créer un deuxième bassin de rétention d'eau et une ceinture verte autour du lac. Pour ce faire, le projet prévoit la mise en défens des périmètres de reboisement et de régénération naturelle assistée, la production et la mise en terre des plants d'espèces à croissance rapide et à forte valeur écologique et la restauration des terres dégradées sous l'effet des érosions hydrique et éolienne. En outre, des actions de conservations des eaux et des sols sont indispensables pour récupérer des terres agricoles et pastorales et prolonger de façon considérable la durée de vie des ouvrages hydrauliques.

Les principaux bénéficiaires de ce projet sont les populations locales dont les activités dépendent directement ou indirectement de l'eau du Lac artificiel. Ces populations incluent les agriculteurs, les éleveurs et les réfugiés. Ces derniers sont parmi les plus grands bénéficiaires de la conservation de cette eau, car l'UNHCR a installé une usine de traitement de l'eau pour ces réfugiés du camp de Kariary. Le projet permettra de développer 40 000 nouveaux emplois à travers la mise en place de parcs agro-alimentaires pourvoyeurs d'emploi et des revenus pour les populations paysannes jadis agro-éleveurs. Les parcs agro-business pourront également faciliter le retour au terroir des jeunes qui s'adonnent à la migration, en guise de solution au manque d'emploi.



SÉNÉGAL - SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES BASÉES SUR L'EXPLOITATION DE LA NATURE ET À LA CRÉATION D'EMPLOIS VERTS POUR AMÉLIORER LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET L'UTILISATION DURABLE DES TERRES DANS LES AIRES PROTÉGÉES COMMUNAUTAIRES

Au Sénégal, près de 7 millions d'hectares de terres sont dégradées (soit 34% de la superficie totale du territoire). Le coût de cette perte en termes de riz, de millet et de maïs - qui représentent 45% des superficies cultivées - est de 103 millions USD, soit 2% du PIB du pays. Depuis les années 1960, les niveaux de précipitations au Sénégal ont beaucoup augmenté entre les périodes de sécheresses intenses et prolongées et les tempêtes torrentielles aléatoires.

La dégradation des terres réduit les ressources disponibles et les actifs qui soutiennent les moyens de subsistance actuels et empêchent le développement de futures opportunités. Elle accentue le cycle entre dégradation environnementale et pauvreté, réduit la qualité de la vie et la sécurité alimentaire, et conduit à l'émigration des jeunes chômeurs à la recherche d'emplois dans les zones urbaines et dans d'autres pays. L'absence d'opportunité économique a conduit près de 10.000 migrants sénégalais à traverser la Méditerranée en 2016.

Dans ce contexte, le projet 3S du Sénégal se concentrera sur la restauration et la réhabilitation des terres agricoles dégradées en utilisant des pratiques agro-écologiques éprouvées qui renforcent la fertilité et la santé des terres sur le long terme, dans les zones affectées par la salinisation et l'acidification. Le projet se concentrera notamment sur la chaîne de valeur du Fonio, une culture céréalière traditionnellement cultivée dans la région du Sahel, et le développement d'un produit écologique, produit localement et biologique pour la consommation locale et les marchés internationaux.



Le projet vise à renforcer et à sécuriser les emplois ruraux pour environ 7 000 à 10 000 familles impliquées dans la chaîne de valeur du Fonio et à faire participer 3 000 à 5 000 nouveaux petits agriculteurs à l'activité afin de prévenir d'autres abandons ruraux. Le développement de la chaîne de valeur créera de nouveaux emplois liés aux différents services nécessaires en amont et en aval, avec sept centres de services pour l'approvisionnement, la vulgarisation, la formation et la microfinance. Les participants clés ciblés pour ce projet sont 150 à 200 organisations paysannes et groupes de femmes déjà organisés. Enfin, les communes rurales, en ajoutant de la valeur aux produits Fonio et en développant la chaîne de valeur et de nouveaux produits (par exemple, l'utilisation des déchets du Fonio pour le biochar), pourront bénéficier de déclarations fiscales avantageuses et du développement d'entreprises associées.





NIGER - PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'EMPLOIS VERTS GRÂCE À LA RÉCUPÉRATION DES TERRES DÉGRADÉES

Les régions de Zinder, Tahoua et Agadez sont proposées pour la mise en œuvre du projet 3S au Niger. Seulement 25% des terres disponibles sont productives dans ces zones, qui sont également des régions de forte émigration et au « carrefour » de la migration irrégulière pour toute l'Afrique de l'Ouest.

Malgré l'ambition de restaurer 213 000 ha par an, la capacité d'intervention du gouvernement est limitée. En 2017, seulement 33 000 ha ont été restaurés. Dans le cadre de l'Initiative 3S, le gouvernement prévoit de récupérer 150 000 ha de terres grâce à la fixation de dunes, au contrôle des plantes envahissantes et à la régénération naturelle assistée (RNA). Le nombre d'emplois créés grâce à ces activités est estimé à environ 20 000 pour les régions de Zinder et Tahoua et 4 000 à Agadez.

Les terres à restaurer comprennent les terres pastorales, sylvicoles et agro-sylvo-pastorales. Ces activités ne seront pas directement liées à la création d'emplois mais sont également vitales pour éviter les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Pour ceux qui souhaitent faire partie du projet et travailler dans l'agriculture, le gouvernement prévoit d'accorder à chaque bénéficiaire au moins 0,5 ha de terres titrées.

Les principaux groupes vulnérables à cibler comprennent : les jeunes ruraux sans emploi, pour limiter la tentation de migrer de manière irrégulière ou de tomber dans la délinquance et la criminalité, les migrants de retour et les personnes déplacées, pour soutenir leur réintégration socioprofessionnelle et les femmes.

1. PNUE (2011) : L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté quelles incidences pour l'Afrique ? p.3.
2. BAD (2012) : Rapport sur le développement en Afrique 2012 – Vers une croissance verte en Afrique, p. 14.
3. OIT (2016) : Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde, tendances pour les jeunes 2016, p. 5.
4. OIT (2016) : Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde, tendances pour les jeunes 2016, p. 5.
5. Documents de travail Habitat III (2015) : 22 – établissements informels, p. 4.
6. OIT (2016) : Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde, tendances pour les jeunes 2016, p. 12.
7. Rapport du Conseil de sécurité - S/PV.7272
8. BAD (2016) : From Fragility to Resilience. Managing Natural Resources in Fragile Situations in Africa, rapport sommaire, p. 10-11 avec d'autres références.
9. BAD et al (2012) : Perspectives économiques en Afrique 2012, p. 101, Encadré 6.1 avec d'autres références.
10. Groupe interagences des Nations Unies pour les actions préventives (2012) : Land and Conflict. Tool-kit and guidance for preventing and managing land and natural resources conflict, p. 8.
11. USAID (2005) : Land and conflict. A toolkit for intervention, p. 6.
12. PNUE/PNUD (2013) : Le rôle des ressources naturelles dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration. Répondre aux risques et saisir les opportunités, p. 36.
13. PNUE/ PNUD (2013) : Le rôle des ressources naturelles dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration. Répondre aux risques et saisir les opportunités, p. 24.
14. CNULCD (2016) : A Natural Fix. A joined-up approach to delivering the global goals for sustainable development, http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/4_2016_Land_SDGs_ENG.pdf
15. OIT (2013) : Développement durable, travail décent et emplois verts, p. 32.

Photos:

Cover: S.Kilungu (CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarclimate/15100976188/in/album-72157647727991256/>
 Cover inside: CIMMYT/P. Lowe, <https://www.flickr.com/photos/cimmyt/24333443280/in/album-72157663398302930/>
 Page 4: C. Schubert (CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarclimate/15605788101/in/album-72157648521283830/>
 Page 6: T.Muchaba (CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarclimate/18444575572/in/album-72157651662491144/>
 Page 7: Neil Palmer (CIAT), <https://www.flickr.com/photos/ciat/27531586595/in/album-72157668603009310/>
 Page 10: C. Schubert (CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarclimate/14988385233/in/album-72157648521283830/>
 Page 11: C. Schubert (CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarclimate/14988202643/in/album-72157648521283830/>
 Page 12: UNCCD
 Page 13: FAO/Swiatoslaw Wojtkowiak, <https://www.flickr.com/photos/faoftheun/16145194522/in/album-72157647816995384/>
 Page 14: S.Kilungu (CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarclimate/15344389756/in/album-72157647727991256/>
 Page 15: Georgina Smith / CIAT, <https://www.flickr.com/photos/ciat/5244843314/in/album-72157625433019613/>
 Page 16-17: FAO/Swiatoslaw Wojtkowiak, <https://www.flickr.com/photos/faoftheun/15960671939/in/album-72157647816995384/>
 Page 18: Patrizia Cocca/GEF, <https://www.flickr.com/photos/thegef/13405756604/in/album-72157642907327014/>
 Page 19: Georgina Smith / CIAT, <https://www.flickr.com/photos/ciat/21857369256>
 Page 20-21: Ollivier Girard (CIFOR), <https://www.flickr.com/photos/cifor/8635706807/in/album-72157626555995163/>
 Page 22: Ollivier Girard (CIFOR), <https://www.flickr.com/photos/cifor/8635709349/in/album-72157626555995163/>
 Page 23: Agforward project, <https://www.flickr.com/photos/agforward/14875280528/in/album-72157642842419595/>; FAO Forestry, <https://www.flickr.com/photos/faoforestry/10537122136>
 Page: 24: IFPRI/Milo Mitchell, <https://www.flickr.com/photos/ifpri/19496884992/>; UNCCD





Initiative
Soutenabilité
Stabilité
Sécurité

www.3S-Initiative.org